

## AKTUELL

SIDÉRURGIE

# Full Mittal Racket

Luc Caregari

**Arcelormittal entre de plus en plus dans la ligne de mire de l'ire publique et ne change pas de cap, même après s'être fait remonter les bretelles par Jean-Claude Juncker himself.**

Cette semaine, les parlementaires du CSV se sont enfin réveillés d'un long sommeil en ce qui concerne la gérance des sites luxembourgeois par Arcelormittal : « Je ne comprends pas comment d'un côté les engagements du gouvernement en matière de préretraites et de cellules de reclassement peuvent être chiffrées très précisément, alors que du côté d'Arcelormittal on reste dans le flou », s'est offusqué Michel Wolter, le chef du parti conservateur. Et de renchérir sur les droits d'émission non utilisés par Arcelormittal dans les

usines à l'arrêt de Schiffange et de Rodange que le groupe entend monnayer à la bourse « alors qu'il pourrait aussi bien les réinvestir dans les usines, ou accompagner les mesures sociales portées par le gouvernement. Il y a une nouvelle culture dans la sidérurgie luxembourgeoise : Avant, quand une usine était déficitaire, on ne la fermait pas, mais on essayait de compenser par les résultats du groupe entier. Aujourd'hui, on ferme les usines une à une », comme l'a regretté le chef de la fraction du CSV Marc Spautz, qui a aussi parlé de « tactique du salami » à propos de la politique d'Arcelormittal de mettre d'abord des usines à l'arrêt, de profiter en même temps des droits d'émission non-utilisés et des subventions publiques avant de fermer définitivement les portes. En effet : si Schiffange n'est

pas réactivé cette année, le haut-fourneau électrique deviendra inutilisable. Outre un communiqué ironique des Verts, qui se réjouissent que le CSV se rende enfin compte que le Luxembourg se fait berner par le géant de l'acier, la conférence de presse de lundi matin a aussi trouvé un écho auprès de Jean-Claude Juncker, qui, dans son discours sur l'état de la nation, a repris les critiques des parlementaires de son parti.

Que fait Arcelormittal ? Face aux accusations du premier ministre luxembourgeois, le groupe se montre peu impressionné et rappelle - à juste titre d'ailleurs - que la tripartite sidérurgique s'est tenue il y a quelques semaines à peine et que l'accord LUX 2016 qui en est sorti a été approuvé par tous les participants. Quant aux droits d'émissions, elle les considère comme sa propriété mais promet de les investir dans des projets écologiques, sans pourtant préciser lesquels, ni où ces projets seraient réalisés - alors qu'ils pourraient commencer par décontaminer les terrains d'Esch-Belval et d'autres sites industriels qui reviendront un jour ou l'autre à l'Etat,

comme Juncker l'a d'ailleurs aussi demandé. Sinon, Arcelormittal reste sur sa ligne : revenir vers le « core business » en vendant ses parts dans des entreprises luxembourgeoises qui ne lui appartiennent pas. Comme Paul Wurth qui revient aux Allemands de SMS et d'Enovos dont les parties sont reprises par Axa - sans que l'Etat en profite pour réinvestir dans ces firmes afin de peser sur leurs décisions. Et bien sûr ne pas bouger d'un centimètre en ce qui concerne les revendications syndicales des métallos lorrains - d'ailleurs sans le support de leurs camarades luxembourgeois -, qui manifestaient ce mardi matin devant le siège où se tenait l'assemblée des actionnaires d'Arcelormittal. Assemblée pendant laquelle fut décidé d'ailleurs de verser 1,2 milliards d'euros en dividendes aux actionnaires, car après tout, le groupe en entier se porte très bien. Ce qui, au vu de ses méthodes plus que douteuses - ce n'est d'ailleurs pas qu'au Luxembourg qu'Arcelormittal engrange des subventions pour après fermer les usines, mais il s'agit bien là d'une méthode globale - ne devrait étonner personne.

VOL SPÉCIAL

# La prison pour innocents

David Wagner

**Mardi prochain, un documentaire projeté au cinéma Utopia vous propose une plongée dans le système d'un centre de rétention en Suisse. Des expériences qui déchantent, à l'image de ce qui se passe près du Findel.**

Le monde n'a été créée ni par Yahvé en six jours, ni n'est issu d'un chaos primordial duquel surgirent les éléments fondamentaux. Non, le monde fut créé par de gentils lutins qui, depuis, ne cessent de répandre bonté et générosité parmi les hommes et les femmes. C'est dans ce sens que furent construits les centres de rétention. N'y voyez aucun mal, ces centres sont formidables. Ils permettent d'accueillir avec plein d'humanité des personnes égarées en Europe. Égarées, oui. Evidemment, ces dernières argumentent qu'elles se sont vues contraintes de quitter pays et famille parce qu'elles ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins fondamentaux, qu'elles risquaient d'être pourchassées par des régimes peu scrupuleux ou

encore périr dans une guerre plus ou moins civile. Petites natures, va.

« Vol spécial » nous emmène en Suisse. Dans la commune de Frambois, plus précisément. Cette commune héberge l'un des 28 centres de rétention de la Confédération helvétique. Longtemps, ce centre fut considéré comme un modèle, tant et si bien qu'il inspira le gouvernement luxembourgeois dans la construction et gestion de son propre centre qui a ouvert ses portes en septembre de l'année passée. On vous le répètera sans cesse : un centre de rétention (ou de « détention administrative », comme on dit en Suisse) n'est pas une prison. C'est vraiment si l'on considère qu'une prison « accueille » des personnes condamnées pour avoir enfreint les lois, alors que dans les centres de rétention sont enfermées des personnes qui n'ont commis aucun délit si ce n'est celui de ne pas être parvenu à régler leur droit de séjourner sur le territoire. Dans un cas ou dans l'autre, ces centres privent de liberté, les centres de rétention

ayant pour vocation finale de « retenir » le débouté du droit d'asile avant son « retour », en principe vers son pays d'origine. Ce qui équivaut très souvent à une double peine, le retour pouvant constituer un châtiment mettant réellement en cause l'existence.

Le plus flagrant, c'est que le plus souvent, les personnes travaillant dans ces centres sont loin d'être des monstres. Au contraire, ces éducateurs ou psychologues tentent de faire preuve d'humanisme dans un système fondamentalement inhumain. Et les retenus sont ainsi pris entre une sympathie, une réelle complicité avec le personnel, et une révolte quant à leur sort. On ne peut priver une personne humainement de sa liberté. Ce sont aussi ces contradictions que saisit le documentaire de Fernand Melgar. Des conditions cruellement kafkaïennes : contradiction des politiques d'immigration, à l'absurdité même de la mesure de rétention et finalement aux tentatives de personnes de bonne foi d'humaniser l'inhumain.

Ce sont peut-être aussi des expériences similaires qui sont vécues au centre de rétention du Findel. Le quotidien de ce centre, présenté dans les médias comme étant à la limite du luxe, n'est peut-être pas aussi chantant qu'attendu. Armelle Ono, membre de l'Acat (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) et visiteuse régulière du centre, en est persuadée : la direction du centre

« tombe des nues ». De fait, les rétentions qui durent six mois (la limite légale) seraient monnaie courante, tant les procédures d'expulsions sont compliquées, notamment dues à la non-coopération des pays d'origine. Entre-temps, le centre qui s'est toujours défendu d'être une prison se serait doté de fils barbelés (il y aurait déjà eu deux évasions). Et l'utilisation de la cellule d'isolement se pratiquerait également. Certaines libertés, pourtant accordées aux détenus en prison, comme la possibilité de préparer ses propres repas auraient été abolies : trop dangereux de laisser aux retenus des ustensiles de cuisine. Le personnel, finalement peu préparé à ce travail, craint qu'ils ne s'en servent contre lui. Selon Armelle Ono, un retenu en serait d'ailleurs à sa troisième semaine de grève de la faim. Ce ne serait pas la première fois d'ailleurs. Certes, le centre dispose d'une très belle salle de sport et le personnel fait de son mieux. Mais cela est probablement une bien faible consolation pour des innocents qui sont, finalement, enfermés.

« Vol spécial », le 15 mai à 19 heures au Ciné Utopia à Luxembourg-Limpertsberg. L'entrée est libre, réservation au tél. 22 46 11. A l'issue de la projection, il y aura un débat avec entre autres le ministre du travail, de l'emploi et de l'immigration, Nicolas Schmit. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site [www.asti.lu](http://www.asti.lu) ou sur [www.volspecial.ch/fr](http://www.volspecial.ch/fr)